

Conseil départemental de la Somme

Profil de poste

Intitulé de la fonction : Référent(e) insertion

Statut : Filière médico-sociale – Catégorie A - Cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs

Mission principale :

Sous l'autorité du responsable territorial cohésion sociale logement, le ou la référent(e) insertion est chargé(e) d'accompagner les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans leur parcours d'insertion vers l'accès et/ou la reprise d'une activité professionnelle (formation ou emploi), en repérant leurs potentialités. Il ou elle construit, en lien avec l'ensemble des équipes et des ressources du territoire un parcours d'insertion dynamique, qui mobilise l'ensemble des méthodes et outils disponibles. Il ou elle intervient également auprès de tout demandeur d'emploi de longue durée nécessitant un accompagnement social, et ce en lien avec l'équipe sociale du Territoire, les conseillers de Pôle emploi, et l'ensemble des partenaires et acteurs économiques du territoire.

Localisation du poste : Territoire Picardie Maritime – Siège

Groupe de fonctions IFSE : Groupe 3A8

NBI :

Ce poste ouvre droit à une NBI ?

oui

non

Missions et activités :

Accompagnement vers l'emploi des bénéficiaires du RSA

- évaluer et analyser les potentialités des bénéficiaires et de leur environnement
- orienter les parcours vers une insertion professionnelle à partir de l'état des lieux du parcours de formation et de qualification : orientation vers des actions d'insertion, de formation, vers les actions spécifiques de l'IAE, vers les emplois du secteur marchand
- procéder à la contractualisation et à l'accompagnement des bénéficiaires
- proposer, organiser et engager des actions et/ou accompagnements adaptés aux besoins sociaux des usagers
- soutenir et suivre les personnes dans leurs démarches d'insertion et s'assurer de l'effectivité de leur réalisation
- instruire l'ensemble des demandes d'aides financières et mettre en œuvre les dispositifs d'accompagnement spécifiques
- concevoir et participer à la mise en œuvre de projets socio-éducatifs et socioprofessionnels, incluant la formation, en partenariat avec les acteurs économiques, individuels ou collectifs.

Accompagnement global des demandeurs d'emploi en partenariat avec le Pôle emploi

- élaborer les diagnostics partagés sur le double champ emploi/social
- évaluer, identifier les freins sociaux à lever et mettre en œuvre l'accompagnement nécessaire
- co-construire les parcours d'insertion vers l'activité, de l'orientation à la sortie
- formaliser et mener l'accompagnement entre le binôme et le demandeur d'emploi
- favoriser la mise en œuvre des parcours en mobilisant les aides financières ou actions existantes, et la base de ressources sociales
- élaborer des bilans individuels
- contribuer à la préparation du comité de coordination locale avec les partenaires de l'accompagnement global

Gestion et organisation de l'activité

- tenir à jour le dossier de l'utilisateur suivi
- procéder aux saisies nécessaires dans SOLIS
- consulter les données partagées (DUDE, CDAP...)
- participer aux réunions partenariales, forum et mise en place d'actions collectives
- rédiger des évaluations sociales et des rapports
- tenir à jour les fichiers, les échéanciers et les indicateurs de suivi des activités
- satisfaire le cas échéant aux obligations imposées par la réglementation européenne relative au Fonds Social Européen (FSE) concernant les projets cofinancés par les crédits européens

Veille informationnelle

- participer à l'actualisation de la base de ressources sociales
- se tenir informé(e) de l'évolution sociale réglementaire ou législative
- tenir à jour un fond documentaire
- être une ressource locale pour les équipes

Environnement du poste :

Situation relationnelle du poste :

Relations hiérarchiques : le ou la référent(e) insertion est rattaché(e) au Responsable territorial Cohésion Sociale et Logement qui fixe ses objectifs et procède à son évaluation. Il définit en concertation avec lui ou elle son plan de formation.

Relations fonctionnelles :

Internes :

- avec le Responsable territorial de Cohésion Sociale
- avec l'équipe médico-sociale du Territoire
- avec la Direction de la Cohésion sociale et du logement
- avec les autres territoires
- avec les autres Directions de la Direction Générale Adjointe des Solidarités et de l'Insertion

Externes :

- avec l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs intervenant dans le champ de la cohésion sociale et du logement, incluant le service public de l'emploi

Moyens mis à disposition :

- un ordinateur, un téléphone, accès au DUDE, CDAP et SOLIS

Contraintes du poste :

- Déplacements possibles sur l'ensemble du Département
- Contribuer à la continuité de service

Compétences requises :

- Diplôme d'État d'assistant de service social, d'éducateur spécialisé, ou de CESF
- Qualification en insertion professionnelle souhaitée
- Permis B

Connaissances :

- connaissance des dispositifs sociaux et de l'environnement social, économique et institutionnel
- connaissance de base en psychologie et en sociologie
- connaissances juridiques, administratives et législatives dans le domaine d'intervention
- maîtrise de la technique de conduite d'entretiens individuels et de la méthodologie de projet
- maîtrise des techniques d'expression écrite et orale
- maîtrise des outils bureautiques et métiers
- connaître l'offre de service territoriale du Pôle emploi
- connaître l'offre de formation du Conseil régional
- connaître le tissu économique local et départemental

Aptitudes professionnelles :

- capacité à analyser et évaluer les situations
- capacité à hiérarchiser les urgences
- capacités rédactionnelles
- capacité à travailler en réseau
- capacité à animer des réunions, des groupes
- capacité à gérer des situations complexes

Comportements professionnels – motivations :

- écoute
- empathie
- sens des relations interpersonnelles
- sens du travail en équipe
- motivation pour l'accompagnement des personnes
- adaptabilité
- prise de recul

Les candidatures (CV et lettre de motivation) doivent être transmises via le formulaire de candidature en ligne avant le 4 juin 2024.